

**Sujet :** [INTERNET] Participation et questions

**De :** Fabien DEMSKI <Fabien.DEMSKI@outlook.fr>

**Date :** 02/05/2023 21:46

**Pour :** "pref-participation-public@charente-maritime.gouv.fr" <pref-participation-public@charente-maritime.gouv.fr>

Bonjour,

J'ai lu attentivement le dossier concernant la révision partielle du SAGE Boutonne actuellement en cours.

J'ai été surpris que la question finalement autour de laquelle tourne toute l'étude, ne revienne qu'à se demander comment accorder, encore et toujours, l'autorisation à l'agriculture céréalière intensive principalement, le droit d'user et d'abuser de l'usage de l'eau, encore et encore comme depuis 40 ans car au final c'est ce que j'en tire comme conclusion.

1er constat :

Selon l'énoncé de la règle du SAGE 2016, 62% des volumes disponibles de la ressource en eaux souterraines ou superficielles sont attribués à l'irrigation pour un volume global de 6.1 millions de M3 sur la période du 1er avril au 30 septembre, soit 3.8 millions de M3.

Ce jour, le 02/05/2023, alors que dans notre région le printemps a été jusqu'alors et c'est tant mieux, plutôt tempéré et sans aucun excès de chaleur ni sécheresse, ce après un mois de Mars bien arrosé (entre 130 et 140mm de pluie tombée), les enrouleurs agricoles sont déjà en route ici et là (région d'Aulnay de Saintonge, Saint Jean d'Angély) alors que la végétation et les cultures pour l'instant ne souffre absolument pas...mais il faut rappeler que si le quota n'est pas consommé l'agriculteur risque de perdre ce dernier, ce qui est ubuesque.

Si on devait raisonner chiffres on pourrait faire un calcul très simple sur les 5 mois à venir :

Pour faire simple en prenant en compte 100 enrouleurs agricoles au fil de la Boutonne (je n'ai aucun doute sur le fait que sur une portion limitée, on va prendre de la région de Chizé en Deux-Sèvres à Saint Jean d'Angély en Charente-Maritime, on trouve plus de 100 enrouleurs en fonctionnement lorsque l'arrosage bat son plein, sans aucun problème), avec une moyenne très basse d'usage de 50M3 / heure et par enrouleur, et une utilisation, avant les restrictions d'usage généralement imposées à partir de la mi-Août lorsqu'il ne reste plus aucune goutte dans les rivières, d'au moins 12 heures (ces 12 heures sont notamment tout à fait juste lorsque les restrictions ont commencé à s'appliquer, alors qu'avant restriction il n'y a pas de restriction et certains arrose continuellement), par jour cela nous donnerait des chiffres qui devraient nous horrifier :

$50 \times 12 = 600\text{M3} / \text{jour par arroseur}$

$600\text{M3} \times 30 = 18000\text{M3}$  par enrouleur et par mois

soit 90000M3 par enrouleur sur les 5 mois à venir

soit 9 000 000 M3 pour 100 enrouleurs en fonctionnement, très loin du "quota" de 3.8M de M3 officiel.

Beaucoup diront que mes chiffres sont exagérés (5 mois non-stop d'arrosage n'est pas vrai en effet) mais ils sont aussi atténués pour contrebalancer mes arguments par une moyenne journalière de 12h qui, avant restrictions, ne représente pas la réalité et également une moyenne de consommation par machine (50M3) plutôt faible. Ainsi qu'un nombre limité, pour le calcul, de 100 enrouleurs...certaines exploitations de ma connaissance en possèdent à elles seules une dizaine...et je n'ai pris qu'une portion très limité du territoire...

Bref, tout cela pour dire que le quota de 3.8 millions de M3 attribués à l'irrigation n'est qu'une fadaise. La réalité est toute autre, il n'est guère difficile d'argumenter en ce sens.

2ème constat :

Au-delà du gaspillage éhonté de l'eau par l'irrigation intensive (je ne parle pas des irrigants raisonnés car il y en a plus qu'on ne croit) je constate une gestion par le monde politique, catastrophique. Pourquoi ne conserve-t-on pas l'eau tombée notamment au mois de mars cette année, par les moyens à notre disposition ? Je constate que les empellements sont à ce jour quasiment tous en position levée : je me rappelle qu'il y a quelques dizaines d'années, les zones de marais jouaient leur rôle d'éponge car les anciens laissaient l'eau monter en hiver et au printemps en retenant tout ce qu'ils pouvaient retenir, le plus longtemps possible. J'ai grandi dans un moulin, sur la Boutonne justement, et j'ai vu ces phénomènes.

Aujourd'hui et j'aimerais qu'on m'explique le sens de cette attitude, on laisse partir l'eau à la mer, le plus vite possible alors que c'est tout le contraire, de mon point de vue, qu'il faudrait faire et ce dès la fin de l'hiver.

Il y a, et ce n'est pas que vis à vis du problème de l'eau, une certaine lâcheté des pouvoirs publics à ne pas prendre les décisions qui s'imposent au moment où elles s'imposent : pourquoi ne pas limiter, beaucoup plus tôt dans la saison, et en prévision des sécheresses estivales de plus en plus forte, la proportion des ratios d'irrigation, en ne l'interdisant pas totalement mais en la contrôlant plus radicalement mais aussi plus justement et équitablement avant que la catastrophe n'advienne : ce n'est pas quand l'eau ne coulera plus au robinet qu'il faudra y penser car là, les comportements deviendront radicaux et échapperont à tout contrôle.

3ème constat :

Il serait fort intéressant de connaître, et les différentes chambres (à l'exclusion peut-être d'une en particulier qui n'ira pas contre ses adhérents et qui ne pourrait être objective) seraient à mon avis parfaitement capable de répondre à cette question et de creuser ce point : combien d'irrigants pour quelle consommation sur le bassin versant de la Boutonne à ce jour via l'irrigation "intensive" (je ne parle pas là des maraichers par exemple dont la consommation est souvent limitée et maîtrisée par des système de goutte à goutte...ou d'autres encore qui savent mesurer leur consommation). Je reste persuadé que la ressource, qui normalement devrait être commune, dans sa quasi intégralité, est confisquée par une poignée pour un intérêt mercantile, et le ratio utilisation / utilisateurs serait, je pense assez édifiant et inquiétant.

Les quelques questions soulevées dans ce texte méritent réponses, j'espère sincèrement qu'il y aura un échange car, à chaque fois que j'ai pris le temps de poser des questions ou de montrer mon indignation sur ces questions, jamais aucune réponse, ni retour n'a été fait.

Je suis moi-même usager de l'eau à titre professionnel et j'ai subi de plein fouet les interdictions estivales de l'année dernière sans aucune aide ni compensation, contrairement au monde agricole qui, la plupart du temps peut accéder à certaines subventions ou aides ponctuelles en cas de difficultés sur ces questions notamment. Là aussi grande injustice mais là n'est pas le propos.

Je reste à l'écoute des contre-argumentations et surtout des réponses aux questions posées, je n'ai guère de doute sur le fait que mes propos et mon opinion ne plairont pas à tous mais je pense réfléchir aujourd'hui comme beaucoup de concitoyens, la majorité silencieuse comme on dit.

Fabien DEMSKI